

Actualités nationales

Tensions intercommunautaires à Balbala : les incendies criminels continuent

P.4



Éditorial P.2
Maigre retour
Actualités régionales



Comment le manoir de l'ex-président Gambien Yahya Jammeh aux États-Unis d'Amérique a été saisi

P.10



P.5

Qu'est allée faire à New York, la fille Haïbado du dictateur Guelleh ?

Enquête du mardi de LVD : Une émission qui dérange le pouvoir mais utile

P.7



P.11 **Actualités internationales**

Scores nationaux obtenus au premier tour

Résultats officiels

TENDANCE POLITIQUE	SCORE
Nupes 4 élus	26,16 % 5 849 119
Ensemble 1 élu	25,86 % 5 881 017
Rassemblement national	18,68 % 4 248 637
LR-UDI	11,30 % 2 569 926
Reconquête	4,25 % 965 998
Divers	3,80 % 864 020

France

Des élections législatives aux accents de troisième tour présidentiel

Maigre retour

Il s'est agité de joie lorsque la défaite de l'homme, au profit de l'un de ses préférés, lui a été annoncée. Il s'est montré sonore de plus d'une sortie, aussi sonore qu'un équidé qui braie. Tout d'exultation. Sauf sur un point. Un regret résistait à son humeur entraînant. Il regrettait les réjouissances d'antan. Il aurait tant voulu retrouver la vigueur d'une époque révolue. Cela lui aurait permis, pense-t-il, de célébrer ce qui advient bien mieux que sur un canapé. Il y aurait consacré toute la nuit, comment il sait, où il sait, avec qui il sait. Sans souci des céphalées du lendemain.

Il masque mal son impatience de s'en voler vers ce pays voisin. D'avance, il voit son vaisseau du ciel atterrir d'un mouvement de triomphe et sa personne en descendre avec superbe. Il se regarde serrant maintes mains vers lui tendues. Il s'attend à un accueil mémorable. Raison ? Il se vit en sauveur. A partir de ce qu'il a payé, de la manière dont il l'a acheminé, de la différence peu digne que cela a faite au moment du choix. Il a personnellement suivi le service de la soupe. Il s'y sentait presque présent, humant quasiment ses émanations miasmatiques.

Il a encore nagé dans le négatif, à peu de nuits de son néant qui s'avance. Ni repentance, ni rédemption.

Le moment M approchant, il manie le mobile pour joindre la destination. Il émet une première demande : l'éloignement de l'adversaire vaincu à la déloyale. Sa vue lui est insupportable car il symbolise tout ce qu'il n'est pas et qu'il n'aime pas. Il doit être mis à l'écart de la cérémonie, maintenu au loin. Il réclame, exige, martèle l'argument généalogique qui lui sert de science. Rejet. Demande irrecevable car contre-productive. Son cynique "qui paie commande", ne fonctionne pas. Joie rabattue.

Il s'envole moins enthousiaste. Il atterrit de même. Pas de piquet d'accueil particulier. Rien ni personne ne lui renvoie cette image de sauveur qu'il pense mériter. Dans le brouhaha de la grande salle, où certains prennent quelques libertés avec le protocole, rien ne le distingue. Rien à son avantage. Les caméras montrent plutôt sa mine maussade, les plaques sombres de son visage, son regard rentré. Son âge avancé retient l'attention. Sa longévité où il sait, aussi. De lourdes limites sur toute la ligne.

Il le sent et ressent, ce qui le ramène à sa réalité peu réjouissante.

L'atmosphère l'opprime encore plus à la prise de parole. Le sortant et son successeur mettent l'accent sur l'alternance au pouvoir, manient l'image du passage de témoin apaisé. Ce faisant, ils appuient où cela fait mal à l'homme au long cours. La caméra le montre mal à l'aise, exemple vivotant de ce qu'il faut éviter. Il est l'intrus, l'être qui n'inspire point, l'anti-modèle. Le chapiteau ne lui laisse point de chance. C'est avec peine qu'il s'arrache à son siège lorsqu'arrive son tour de prendre la parole. Il débite quelques banalités. Ses mots masquent mal son malaise.

Il se murmure que, non plus, les rencontres qui suivent la cérémonie ne lui réussissent pas. Son poulain supposé privilégie les poids lourds du voisinage. Il commence par le plus puissant des limitrophes et le reçoit en présence du sortant. Lui et l'un de ses rares compères dans la configuration ne les rejoignent que plus tard.

Maigre retour sur les sous assenés en coups au sortant.

H.A.F

Tensions intercommunautaires à Balbala : les incendies criminels continuent



Dans les quartiers Moustiquaire, Warabaley et Layabley de Balbala, en banlieue populaire et peuplée de la capitale djiboutienne, Djibouti-ville, les tensions intercommunautaires se poursuivent. Ce, malgré la présence massive de la gendarmerie nationale. Ainsi, dans la nuit de lundi 13 juin à mardi 14 juin 2022, plusieurs maisons ont encore été incendiées à Moustiquaire, sans que les coupables ne soient arrêtés. Les gendarmes présents se sont contentés de : a) arroser le secteur de gaz lacrymogène avec les risques que cela comporte pour la santé des plus fragiles dont les enfants, b) brutaliser des innocents. Ils ont notamment blessé une femme, Madame Dahabo Farah.

Cette persistance des incendies montre bien que le régime ne prend pas ses responsabilités pour mettre fin aux tensions. D'où la question insistante de savoir s'il n'est pas impliqué, par agents interposés, dans ces incidents dans le but inavoué de saper l'unité nationale, particulièrement l'unité de résistance antidictatoriale. Le dictateur Guelleh qui est régulièrement accusé d'entretenir les violences entre Afars et Somalis d'Éthiopie, importe-t-il ces heurts à Djibouti à des fins politicardes ? L'interrogation est légitime au vu d'une situation facilement contrôlable sur le terrain djiboutien mais laissée incontrôlée par les prétendues autorités. A suivre de près.

S.H.A

Qu'est allée faire à New York, la fille Haïbado du dictateur Guelleh ?



Selon nos informations, la fille cadette du dictateur Ismail Omar Guelleh, Haïbado, s'est rendue dimanche 12 juin 2022 à New York, aux États-Unis d'Amérique. Elle l'a fait par un vol spécial d'Ivory Jet Services, la compagnie aérienne commerciale enregistrée au nom de l'encombrant gendre d'Ismail Omar Guelleh, marié à sa fille aînée Fatouma-Awo. Nos sources ajoutent qu'elle n'est pas partie pour un court séjour, ce qui soulève avec plus d'acuité la question du motif du voyage.

Est-elle alors allée placer là-bas des valises d'argent public détourné à Djibouti ? La question ne manque pas de pertinence lorsque l'on sait que l'enquête judiciaire française

sur ses biens mal acquis en France inquiète la famille dictatoriale. Celle-ci chercherait, apprend-on, des cieux autres que la France et l'Europe pour cacher les fonds publics détournés et autre argent mal gagné. Les noms de certains États africains tels que la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud, États qu'elle fréquente déjà, reviennent notamment sur les lèvres. Les États-Unis d'Amérique intègrent-ils donc sa liste des pays où blanchir ou tout simplement cacher l'argent inavouable ?

Il faut rappeler ici que Haïbado Ismail Omar abuse sans retenue du pouvoir de son père et qu'elle est au cœur du système familial de pillage du pays. Il faut aussi rappeler que, après une licence en France, elle a

obtenu son master d'économie à New York, ce qui n'empêche pas certains connaisseurs de douter de ses compétences.

Divorcée de l'ancien ministre Djamal Elmi Okieh, la fille cadette du dictateur a trois fils dont deux avec ce dernier. Le troisième est plus âgé et était déjà dans sa vie au moment de son mariage avec Okieh. D'où vient-il ? Officiellement, c'est un enfant adopté à partir de l'orphelinat Daryeel de Djibouti-ville, présidé par sa propre mère, Kadra Mahmoud Haïd. En réalité, murmure-t-on, Haïbado en serait la mère biologique et l'aurait eu hors mariage durant ses études universitaires à l'étranger. L'adoption ne serait, dans ce cas, qu'un paravent. Son père biologique serait-il alors inavouable comme l'argent public volé aux Djiboutiens ?

En tout cas, le voyage de Haïbado à New York n'a pas fini de faire parler de lui. A suivre.

S.I.W

Enquête du mardi de LVD : Une émission qui dérange le pouvoir mais utile



La République de Djibouti est devenue un exemple d'État monarchique. Les biens mal acquis aux dépens de la population sont l'une des caractéristiques de cette réalité. Dans un pays où le PIB croît, le niveau de vie de l'immense majorité des Djiboutiens ne cesse de baisser. D'où la question logique : Pourquoi un tel écart ? Où passe tout cet argent ? Le président Ismaïl Omar Guelleh et ses acolytes pillent les ressources et biens du pays. Ils possèdent ainsi des propriétés à travers le pays et ou à l'extérieur. S'agissant des biens de la famille Guelleh à l'extérieur, une perquisition a eu lieu le 14 mars 2022 dans un appartement parisien appartenant à sa fille Fatouma-Awo Ismail Omar. Cette perquisition en-

trait dans le cadre d'une enquête ouverte par le parquet national financier français. Selon un article que le journal français Le Figaro a publié le 29 avril 2022, ce sont des policiers de l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) qui ont perquisitionné le cosu appartement de Fatouma-Awo Ismaïl Omar, situé au 16e arrondissement de la capitale française. L'enquête avait été ouverte en novembre 2018 à la suite d'une plainte déposée par l'ONG Sherpa et le Collectif européen de la diaspora djiboutienne (CEDD), plainte visant des biens immobiliers situés dans trois arrondissements huppés de Paris (8e, 16e et 17e) et appartenant à des membres de la famille

Guelleh. L'ONG pointait notamment le rôle de Tommy Tayoro Nyckoss, époux de Fatouma-Awo, à la tête de sociétés civiles immobilières en France. L'homme semble occuper une place centrale dans les détournements des avoirs publics par Guelleh et sa famille. Mais ce n'est pas la première fois que la famille du président est accusée d'avoir mal acquis des biens.

Des biens mal acquis par Ismail Omar Guelleh et sa famille, notamment à l'intérieur du pays, LVD fait l'un de ses sujets dans l'émission Enquête du mardi qu'elle diffuse chaque semaine. C'est Mahmoud Djama, directeur de La Voix de Djibouti (LVD), qui la présente en ligne, en somali et en français, sur la page Facebook du Media.

Si La Voix de Djibouti est reconnue en France et ailleurs, notamment par les milieux médiatiques, elle est ne l'est pas par Ismail Omar Guelleh. La raison de ce refus de reconnaissance par Guelleh est l'indépendance éditoriale du média et sa liberté de ton. Le média dit des vérités qui dérangent et pose des questions qui fâchent, comme le montre l'émission Biens mal acquis qui en est à son 63^e édition.

Évidemment, les investigations de

LVD ne se limitent pas aux biens mal acquis puisqu'elles s'intéressent à divers autres sujets tels que les incendies ravageurs non-élucidés, l'état des routes djiboutiennes délabrées, le prétendu Fond souverain aux douteux directeurs généraux, les risques que la politique de prédation-endettement de Guelleh fait peser sur les ports de Djibouti, particulièrement de la part de la Chine dont l'influence grandit à Djibouti.

Le but du sujet Biens mal acquis de l'émission est de sensibiliser la population djiboutienne sur les agissements prédateurs de la famille présidentielle qui détourne à tour de bras et prive ainsi la population. Il faut bien avouer que l'émission possède une véritable audience qui s'élève à plus de 30 mille personnes avec un public reparté sur plusieurs continents. Cela va sans dire que les contenus dérangent particulièrement Ismail Omar Guelleh qui, dans une interview accordée au magazine Jeune Afrique publiée le 23 novembre 2020, a fait des commentaires incendiaires et inexacts sur le média. Cette émission est réalisée grâce à un groupe de journalistes dévoués dont je fais partie. Nos sources sont diverses et nous les protégeons car il est risqué à Djibouti de donner des informations sur les biens mal acquis de la famille

présidentielle.

Indiscutablement, les biens mal acquis, au nombre sans cesse plus élevé, ont des conséquences directes sur la population à court et long termes. Elle prive les gouvernés de ressources dont ils ont cruellement besoin pour bénéficier d'emplois, se nourrir, se loger, circuler, disposer de bons hôpitaux, de bonnes écoles, de bonnes routes, etc. L'avidité des gouvernants djiboutiens gangrène l'appareil d'État. C'est du "toujours plus" à tous les niveaux. Ce phénomène observé dans tous les contextes comparables, Gandhi le décrit avec cette belle formule : "Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité". Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'il y ait un retard abyssal dans le développement du pays. Promettre mais ne jamais tenir, ou faire l'inverse, telle est la gouvernance Guelleh.

A la question de savoir qui doit juger les biens mal acquis, la réponse est simple pour les biens mal acquis sur le territoire national : la justice djiboutienne. A condition, bien sûr, qu'elle retrouve son indépendance constitutionnelle. Pour les biens mal acquis à l'étranger, il faut s'adresser à la justice des pays concernés. C'est ce

qui se passe en ce moment pour les appartements parisiens de la famille présidentielle. D'ailleurs, comme le montre le cas des biens mal acquis à Paris par le vice-président de la Guinée équatoriale, Teodorin Nguema Obiang, la justice internationale, saisie par l'État équato-guinéen, estime qu'elle n'a pas à trancher ces affaires de biens mal acquis et laisse les justices nationales des pays membres de l'OCDE (les pays les plus riches) juger les agissements des dirigeants des pays en voie de développement. Cette attitude peut paraître un peu néocoloniale, d'autant que ces pays riches n'accepteraient pas que la justice d'un État africain juge leurs dirigeants pour biens mal acquis sur le territoire dudit État d'Afrique. Mais à qui la faute, si ce n'est aux indignes dirigeants africains qui pillent leurs pays et cachent les produits de ce pillage dans les pays riches ?

Il n'empêche que la justice internationale devrait être habilitée à traiter les affaires de corruption et de biens mal acquis à l'étranger afin que tous les corrompus du monde soient logés à la même enseigne.

Liban Ibrahim Othman.

Comment le manoir de l'ex-président Gambien Yahya Jammeh aux États-Unis d'Amérique a été saisi



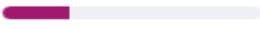
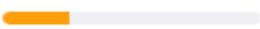
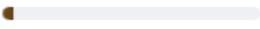
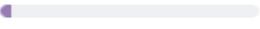
Un détective amateur et une rencontre fortuite ont aidé à découvrir comment l'ancien président de La Gambie avait blanchi son argent en achetant une luxueuse propriété aux États-Unis d'Amérique. Présentement, un tribunal a décidé qu'un manoir de trois millions de dollars (2,4 millions de livres sterling), situé dans l'État du Maryland, près de Washsibgton DC, devrait être saisi d'un fidéicommiss (trust) mis en place par l'ancien dirigeant Yahya Jammeh. Les fonds générés par la vente de la maison devraient profiter à ceux qui ont été lésés par les "actes de corruption et les abus de pouvoir" de l'ancien président, ont déclaré les autorités américaines.

Une enquête menée par le département de la justice a établi que l'argent utilisé pour acheter la résidence de six chambres à coucher provenait de la corruption. "Les biens immobiliers du Maryland ne sont pas un abri pour des fonds de gouvernants corrompus qui ont volé leurs compatriotes", a souligné Selwyn Smith, un des agents qui ont supervisé l'affaire. Mais ce sont des investigations menées par des militants qui, il y a une décennie, avaient, pour la première fois, révélé l'affaire. Traduit de l'anglais avec BBC (How Ex-Gambia President Yahya Jammeh's US Mansion Was Seized)

France : Des élections législatives aux accents de troisième tour présidentiel

Scores nationaux obtenus au premier tour

Résultats officiels

TENDANCE POLITIQUE	SCORE
 Nupes 4 élus* 	26,16 % 5 949 119
 Ensemble 1 élu* 	25,86 % 5 881 017
 Rassemblement national 	18,68 % 4 248 537
 LR-UDI 	11,30 % 2 569 926
 Reconquête 	4,25 % 965 998
 Divers 	3,80 % 864 020

En France, Jean-Luc Mélenchon et ses camarades de LFI (La France Insoumise) ont appelé, au lendemain du second tour de l'élection présidentielle et de la réélection du président sortant, Emmanuel Macron, à faire des élections législatives à venir un troisième tour. Traduction : ne pas donner, lors des élections législatives des 12 et 19 juin 2022, une majorité à l'assemblée nationale au président réélu mais à la gauche. Mélenchon a exprimé cet appel par un slogan choc : "Élisez-moi premier ministre". L'idée était que, si les élections envoyaient une majorité de députés de gauche au Palais Bourbon, le président n'aurait pas d'autre choix que de nommer un

premier ministre issu de ce camp, en l'occurrence le chef de file des Insoumis Mélenchon. Pour maximiser les chances de victoire de la gauche, LFI a rassemblé autour d'elle les partis de gauche en une coalition baptisée Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes).

Les résultats du premier tour du scrutin législatif, tenu le 12 juin, ont montré, malgré un taux d'abstention élevé de 52,49% (contre 51,29% en 2017), particulièrement chez les jeunes, l'une des principales bases électorales de la gauche, une forte percée de la Nupes. La coalition s'est hissée en haut du classement avec le score officiel de 25,66%, presque à

égalité avec la liste Ensemble de la majorité présidentielle qui a officiellement recueilli 25,75%. La Nupes revendique même la première place, reprochant au ministère de l'intérieur d'avoir omis de comptabiliser sous sa bannière deux de ses candidats. De plus, parmi les quatre députés élus dès le premier tour, trois sont de la Nupes contre un seul pour Ensemble. Si cette dynamique ascendante se renforce avant le second tour, ce que les sondeurs ne prédisent pas, la Nupes pourra gagner la majorité à l'assemblée nationale et imposer Mélenchon comme Premier ministre de France. Dans tous les cas de figure, elle est bien partie pour être la première force d'opposition parlementaire à la majorité présidentielle.

Une autre force d'opposition qui a progressé est le parti d'extrême droite Rassemblement national (RN). Ses résultats du 12 juin, soit 18,68% des suffrages exprimés, suggèrent que, pour la première fois depuis 1986, RN pourra constituer un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, avec à sa tête la fille Marine à la place du père Jean-Marie.

Bien entendu, tout cela n'est pas une bonne nouvelle pour le camp du président Emmanuel Macron, considéré comme étant de centre

droit. Lequel est officiellement entré en politique durant le mandat du président socialiste François Hollande qui l'a notamment nommé ministre de l'économie.

De ces résultats législatifs aux accents de troisième tour présidentiel, l'on peut tirer au moins deux enseignements. Le premier enseignement est que les électeurs ne se sont pas déplacés massivement aux urnes, exprimant ainsi un désintérêt qui interpelle toute la classe politique française. Le second enseignement est que celles et ceux qui sont allés voter n'ont pas voulu donner un blanc-seing au programme du président Emmanuel Macron, réélu le 24 avril 2022. Ils lui ont envoyé un signal important que l'on peut raisonnablement interpréter comme une invitation à une inflexion sociale et écologique significative.

Ces deux messages se confirmeront-ils ce dimanche 19 juin 2022 ? A suivre.

M.D.J

Récit : A comme Asli et les siens

Deux années s'écoulaient entre le jour où Ah rencontre Asli et celui où sa main est socialement sienne. Le paiement de la dernière partie de la dot parachève cette période qui aboutit à la célébration religieuse de l'union. Un cheik bien connu de la contrée accepte de sceller les liens sacrés du mariage. Une tête de bétail suffit habituellement à le rétribuer pour sa prestation. Far lui offre deux jeunes brebis à haut potentiel de reproduction. L'installation matrimoniale du couple se produit quelques mois plus tard, vers la fin de la saison chaude.

L'on est au mois de septembre 1960, à quelques semaines seulement d'un massacre anti-somali qui décime le 12 août de la même année les habitants masculins d'Aycha'a, un centre urbain qui monte. La ville fait partie du pays ancestral somali que l'Éthiopie a annexé à la fin du XIX^{ème} siècle, en même temps qu'une grande partie du pays afar. La tutelle éthiopienne est vécue par les Somalis et Afars comme une occupation de type colonial. Qui a ordonné le massacre ? A

juste titre, les familles des victimes tiennent pour responsable le monarque Hailé Sélassié qui gouverne l'Éthiopie. Sa capitale Addis-Abeba domine les basses terres pastorales depuis les hauts plateaux arrosés vers lesquels serpente la voie ferrée qui part de Djibouti-ville et traverse Aycha'a. A Djibouti même, bien des colonisés sont convaincus que le carnage est décidé de connivence avec l'occupant colonial français. En tout cas, il est certain que les deux puissances se sont partagé des territoires appartenant aux pasteurs nomades somalis et afars.

Le motif du massacre n'est pas sans rapport avec la proclamation de l'indépendance d'autres pasteurs nomades somalis, colonisés les uns par la Grande Bretagne et les autres par l'Italie. Cette accession à l'indépendance des habitants du Somaliland et de la Somalia, suivie de la naissance de la République unie de Somalie, redonne espoir à leurs frères colonisés de Djibouti, d'Éthiopie et du Kenya. De même, elle est regardée avec intérêt par leurs cousins afars colonisés. C'est

notamment la crainte de voir les Somalis décrétés éthiopiens s'insurger contre la domination d'Addis-Abeba qui motive le massacre d'Aycha'a : la ville commerçante est soupçonnée d'être une source de diffusion du sentiment pansomaliste. Il s'agit de frapper fort pour prévenir tout regain de résistance active chez celles et ceux que l'empereur Hailé Sélassié appelle ses sujets somalis.

Les corps sans vie des hommes sans défense, mitraillés à bout portant par l'armée impériale, se comptent par milliers. Il y en a de tous les âges et de tous les statuts sociaux : jeunes, moins jeunes, commerçants, clients, possédants, pauvres, militants politiques, etc. Parmi les habitants visés et que l'assaut sanglant a surpris, les survivants ne sont pas nombreux. Ce sont souvent des enfants que leurs mères sont parvenues à soustraire à l'attention meurtrière des militaires. Mais s'ils ont échappé à la mort, ils ont aussitôt été happés par la tragique perte d'êtres précieux. Beaucoup ont entendu les crépitements des armes qui les ont privés de leurs pères et, dans certains cas,

de leurs frères et ou autres proches. Certains les ont même vus, depuis la discrétion de leur déguisement, tomber sous les balles. Terrible traumatisme.

La nouvelle du massacre circule dans toutes les directions pour parvenir à tous les pasteurs nomades de la contrée. Choc puis colère s'emparent de ces derniers. Ils font ce qu'ils peuvent pour riposter puis repartent plus fort dans la vie en vue de préparer l'avenir. L'une des voies suivies est l'union matrimoniale. De nombreux mariages sont célébrés pour compenser les pertes humaines et nourrir la résistance. Celui d'Asli et d'Ah est du nombre. Ils inaugurent leur vie de couple sur les plaines côtières. La mer est-elle la mère de la vie ?

Déjà, un mois et demi après, s'enclenche quelque chose en Asli. Malgré son inexpérience en la matière, elle commence à comprendre qu'un processus s'empare de son corps. Le premier fruit de leur bel amour vient d'être conçu. La magie de la vie a réussi sa mission. Elle l'a fait à partir de peu, d'un simple contact physique entre deux êtres

aimants. Un contact certes répété, forcément singulier dans son accomplissement, mais un contact quand même. Le moment est mémorable qui annonce une ou un aîné. L'aînesse, ce n'est pas un secret, ne rime pas seulement avec avance en âge mais aussi avec accès aux premiers gestes de l'amour parental. Est-ce pour cela, au reste, que le mot aîné (e) commence par la même lettre que le terme amour dans la langue des Français ? A suivre.